



**Commune de MACOURIA
I, rue Benjamin Constance
GF 97355 MACOURIA**

**Marché public de services
N°2024AO12**

**Prestation d'entretien des espaces verts et nettoyage du marché de
Soula - Soula 1,2 et ZAC de Soula - Ville de Macouria**

Appel d'offres ouvert

En application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique

**Cahier des Clauses Techniques Particulières
(C.C.T.P.)**

Table des matières

A. DISPOSITIONS GENERALES	2
1. ARTICLE 1 – DEFINITION DE L'OPERATION	2
1.1. DÉNOMINATION	2
1.2. OBJET	2
1.3. DUREE DU MARCHE	2
1.4. SURFACES A ENTRETENIR	2
1.5. CONNAISSANCE DES LIEUX.....	3
2. ARTICLE 2 – NORMES – REGLEMENTS, HYGIENE ET SECURITÉ	3
2.1. PRINCIPES.....	3
2.2. REGLES D'EXECUTION	4
2.3. ASSURANCES QUALITE (Contrôle interne).....	5
3. ARTICLE 3 – CONSISTANCE DES TRAVAUX.....	7
3.1. LES TRAVAUX COMPRENNENT	7
3.2. REGLES D'ENTRETIEN DE BASE.....	7
4. ARTICLES 4 – DOSSIER D'EXECUTION	9
5. ARTICLES 5 – MAINTIEN EN ETAT DES VOIES ET RESEAUX	9
B. DIPOSITIONS TECHNIQUES	10
6. ARTICLES 6 – DEFINITION DES TRAVAUX.....	10
6.1. Textes législatifs et réglementations pour les déchets	10
6.2. Frais de gestion, de traitement et d'élimination des déchets	10
6.3. Travaux d'entretien	10
7. ARTICLE 7 – MATERIELS D'EXECUTION	11
7.1. Tonte des pelouses et travaux complémentaires	11
7.2. Taille des arbustes et des haies	11
7.3. Ramassage des détritrus divers.....	12
8. ARTICLE 8– REUNION DE CHANTIER – RAPPORT D'ACTIVITÉS ET CONTRÔLES.....	12
9. ARTICLE 9 – LE PERSONNEL	12
9.1. Généralités	12
9.2. Remplacement d'un agent	13
10. ARTICLE 10 – MATERIELS ET SECURITE	13
11. ARTICLE 11 – GARANTIE	13

A. DISPOSITIONS GENERALES

I. ARTICLE I – DEFINITION DE L'OPERATION

I.1. DÉNOMINATION :

Le présent Cahier CTP est un outil permettant de définir les travaux à réaliser, les matériels ou installations mis en œuvre.

Les titulaires devront se conformer aux exigences du présent **Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)**.

Aujourd'hui, les interventions en espaces verts pour la ville de Macouria s'articulent autour d'une **politique de développement durable**.

La Commune de Macouria lance ce marché d'entretien d'espaces verts et accotements à ses administrés afin que leur cadre de vie soit amélioré.

Ces espaces de vie font partie intégrante de la vie des Macouriens.

Ce marché est à **obligation de résultats**, les espaces verts doivent être bonifiés, **l'axe devra être mis sur la propreté de la ville**.

I.2. OBJET :

L'objet de la consultation est « **Prestation d'entretien des espaces verts et nettoyage du marché de Soula - Soula 1,2 et ZAC de Soula - Ville de Macouria** ».

Les titulaires du marché se conformeront obligatoirement, lors de l'exécution de ces prestations, aux prescriptions définies dans le Cahier des Clauses Techniques Générales relatifs aux espaces verts, au fascicule 35 du mois d'avril 1999, au présent cahier des clauses techniques particulières, aux normes françaises et européennes en vigueur et à la seule règle de l'art.

Le marché n'est pas alloti

I.3. DUREE DU MARCHÉ :

Durée en mois : 12 mois

Le présent marché comprend deux reconductions tacites.

A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de ce marché.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire le marché, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 60 jours calendaires avant la date d'échéance du marché initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction du marché.

I.4. SURFACES A ENTRETENIR

I.4.1. Liste des espaces verts :

Une liste des voies et les plans de situations des espaces à entretenir est jointe au présent DCE.

I.4.2. Définition des périmètres d'intervention :

Le titulaire sera responsable de tous les accotements, des voies, des fossés et des divers espaces verts plantés ou non, en dehors des propriétés privées.

La limitation d'emprise commence à partir des trottoirs (quand ils existent) ou depuis le bord de la chaussée ; pour se terminer aux limites de propriété.

I.5. CONNAISSANCE DES LIEUX

I.5.1. Organisation :

Les titulaires se doivent de visiter les lieux et prendre connaissance de toutes les conditions physiques, de toutes sujétions relatives aux lieux d'intervention, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature des terrains, pour exécuter les travaux qui lui sont demandés dans le présent document.

Un rendez-vous sera pris avec le responsable du service espaces verts de la commune afin de valider le bordereau de visite joint au présent dossier. Cette pièce obligatoire sera dument jointe par le titulaire

I.5.2. Prestation à la charge des titulaires :

Les titulaires devront mettre en œuvre tous les moyens techniques et humains nécessaires à la réalisation complète des prestations attendues, ce, dans le respect des lois et réglementations en vigueur

Ils devront également mettre en œuvre l'organisation et méthodologies permettant de répondre aux exigences de ce cahier des charges

I.5.3. Contenu du prix du marché :

Avant la remise de leur offre, les titulaires devront apprécier exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et être conscients de leur nature, de leur importance et de leur particularité liée aux sites (bruit etc....) et de toute sujétion d'exécution que peut comporter la prestation envisagée.

Ils devront prendre en compte dans leurs prix tous les travaux prévus dans le présent
I C.C.T.P.

Il est précisé que le prix du marché comprend toutes les dépenses nécessaires à la parfaite exécution des travaux confiés, y compris tous les frais, prévus ou non, pour arriver à leur parfait achèvement, sans aucune exception ni réserve.

Le prix comprend toutes les taxes fiscales et parafiscales en vigueur.

Aucun supplément ne sera accordé sur des prix forfaitaires, soumissionnés pour des travaux et sujétion d'exécution qui pourraient être découverts lors de la réalisation de ces travaux.

2. ARTICLE 2 – NORMES – REGLEMENTS, HYGIENE ET SECURITÉ

2.1. PRINCIPES

Les prestations du présent marché sont à réaliser sur les espaces publics de la commune. Tout incident intervenu pendant l'exécution du service doit être signalé à la collectivité.

Le titulaire s'engage à respecter toutes les règles relatives à l'hygiène et la sécurité et en assure seul la responsabilité en cas de défaillance. Il s'engage notamment à :

- a. Elaborer et présenter des protocoles de sécurité pour les locaux d'exploitation, les garages et pour chacune des prestations et interventions comprenant au minimum : type de tâche, main d'œuvre (nombre, qualité, habilitation), Matériaux (nature, stockage, nocivité), Matériel (désignation), Méthode, risques, moyens de prévention et procédure de sécurité.

- b. La mise en œuvre effective des prescriptions contenues dans ces protocoles de sécurité, dont les obligations incombent à l'entreprise.
- c. La formation à la sécurité de son personnel, aux consignes de sécurité, à la connaissance des dangers spécifiques auxquels il est exposé et les mesures prises pour prévenir ces dangers (protocole).
- d. La bonne utilisation de l'outillage et l'usage de matériels adaptés, contrôlés préalablement.
- e. L'utilisation des équipements de protections individuelles adaptées.
- f. La préservation du mobilier urbain et à la préservation des véhicules.
- g. La mise en œuvre de mesures de prévention aux abords du périmètre d'intervention garantissant la sécurité des tiers et de leurs biens.
- h. Ne pas perturber les circulations automobiles, cyclistes ou piétonnes du fait de l'intervention de ses agents.
- i. N'utiliser que des véhicules et engins, matériels et produits qui soient en conformité aux normes françaises et européennes (bruits, pollutions, protection de l'environnement).
- j. Définir l'ensemble des attestations de formations ou titres d'habilitations de son personnel ainsi que les documents de conformité des équipements de travail.

1.1 Le titulaire s'engage à faire respecter l'ensemble de ces obligations par son personnel. En tout état de cause, il garantit la collectivité contre tout recours et de toutes condamnations à ce titre.

La réalisation des travaux au titre du présent Cahier est assujettie au respect des prescriptions de la totalité des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires et normes françaises et européennes publiés au jour de la remise des offres.

- ✓ **Code général des collectivités territoriales**
- ✓ **Code de la santé publique**
- ✓ **Code de l'environnement**
- ✓ **Code du travail**
- ✓ **Tous les autres codes applicables**
- ✓ **Règlement sanitaire et/ou départemental**
- ✓ **Textes concernant les déchets de chantier et les bruits.**

2.2. REGLES D'EXECUTION

2.2.1. Principes :

Le prestataire est tenu de fournir un travail répondant en tous points aux règles de l'art. En cas de manquements ou de difficultés, il ne sera accordé aucune plus value pour obtenir ce résultat.

Ces travaux comprendront, tous les soins nécessaires pour maintenir les espaces en bon état. Les accotements des voies seront maintenus planes, exemptes de détritux et d'herbe, les fossés et caniveaux devront être maintenus de façon à avoir un écoulement des eaux pluviales optimal.

2.2.2. Obligation des titulaires

Les titulaires devront respecter tous les règlements et décrets généraux ou particuliers, applicables aux travaux du marché.

Les titulaires sont tenus de se prêter aux visites de contrôle du personnel, matériel, des installations et équipements. Ils donnent à cet effet libre accès aux agents contrôleurs de la collectivité dans ses garages, ateliers et magasins, et autres locaux, ou désignés par ce dernier.

Ils poseront tous les panneaux de signalisation nécessaires, et prendront toutes les mesures utiles pour prévenir les usagers du danger qu'ils peuvent encourir aux abords des chantiers.

Ils devront mettre en place les moyens en personnel et en matériel nécessaires à l'encadrement de leurs agents.

Ils devront nommer un responsable chargé de répondre à la collectivité. Cette personne doit être dotée des compétences et de l'autorité nécessaire pour prendre toutes les mesures appropriées en termes d'exploitation. Un responsable doit être joignable à tout moment, particulièrement en cas d'urgence, par les agents de la collectivité chargé du suivi des prestations. En outre, l'entreprise devra recruter des contremaîtres chargés de l'encadrement direct des agents et du contrôle interne. Ils doivent être joignables à tout moment de leur service pour pouvoir répondre à toute réclamation ou demande des agents de la collectivité portant sur le déroulement des prestations.

Le personnel d'encadrement de l'entreprise doit être en mesure de joindre à tout moment les équipes travaillant sur le terrain (radio, téléphonie mobile, etc...).

Les contrôleurs de la collectivité pourront, sur simple demande, accompagner les agents des entreprises titulaires pendant la réalisation des travaux ou lors des suivis des travaux assurés par les contremaîtres.

Les titulaires devront prendre toutes les dispositions nécessaires en ce sens (assurances, etc...).

2.3. ASSURANCES QUALITE (Contrôle interne)

Outre l'organisation journalière des prestations, le titulaire organise son service de manière à faire réaliser par ses contremaîtres ou ses cadres des opérations de contrôle interne :

- Des prestations réalisées par rapport aux prestations programmées.
- De l'efficacité des réalisations.
- De l'atteinte de l'objectif de résultat compte tenu de l'organisation mise en œuvre.

Ces contrôles doivent permettre de régler les non-conformités relevées par tous moyens jugés nécessaires. Cette organisation du contrôle interne doit permettre une amélioration continue de la qualité de service.

En aucun cas, des augmentations ou des modifications de moyens permettant de respecter les objectifs pour les lesquels le titulaire s'est engagé ne peuvent donner lieu à une rémunération complémentaire.

2.3.1. Principes de base

Au titre du présent marché, la collectivité soumet le titulaire à un contrôle permanent sur :

- Sur le plan qualitatif atteint de l'objectif du résultat.
- Le respect des moyens mis en œuvre.
- L'efficacité des prestations et du contrôle interne.

Le contrôle organisé et géré par la collectivité ne se place ni en amont de l'encadrement et de l'organisation journalières des prestations, ni en aval du contrôle de la bonne réalisation de la prestation en interne. Le titulaire doit veiller lui-même au bon travail de ses équipes, à l'exécution de ses prestations, à l'atteinte de son objectif de résultat et de la correction des non-conformités qu'il relève.

Délai de correction 5 jours.

2.3.2. Autorisations relatives aux fournitures et aux matériels

Le matériel, les produits, et fournitures, quels qu'ils soient ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'évolution du chantier.

Tous les outils doivent être entretenus, lavés éventuellement graissés.

Les matériels devront répondre aux exigences et à la réglementation européenne, donc avoir le marquage **CE**

Les entrepreneurs auront toujours toute liberté pour proposer des matériels et produits d'autres marques et modèle, etc. aux exigences du **C.C.T.P.**

- Panne des véhicules

En cas de panne, les véhicules doivent être remplacés afin que l'enlèvement des déchets soit réalisé dans les 2 heures maximum qui suivent la panne, sous peine d'application de pénalités.

En aucun cas, les pannes ne pourront être évoquées comme motif de non-respect de l'objectif de résultat attendu.

- Entretien et réparation des véhicules

Le Titulaire doit maintenir les véhicules utilisés en bon état de fonctionnement et assurer à cet effet toutes les opérations d'entretien, de réparation et de remise en état nécessaire.

L'entreprise assume toutes les responsabilités découlant de l'exercice, de la maintenance des véhicules. Il prend notamment toutes les mesures nécessaires au respect des réglementations d'hygiène et de sécurité et de prévention des accidents de travail et de la circulation.

En cas d'immobilisation du véhicule, l'entreprise titulaire doit faire procéder à son dépannage ou à son remorquage immédiatement.

3. ARTICLE 3 – CONSISTANCE DES TRAVAUX

Pendant toute la durée du marché, Le titulaire aura à sa charge toutes les fournitures et les prestations nécessaires pour réaliser et entretenir les espaces verts prévues dans le marché.

Les travaux consistent à entretenir les voies, les fossés et les accotements sur la Ville de Macouria.

3.1. LES TRAVAUX COMPRENNENT :

- ✓ ***La Tonte, Débroussaillage, Fauchage, L'élagage des branches d'un arbuste ou d'un arbre présentant une obstruction ou un danger sur la voie et l'évacuation des déchets verts et autres détrit***
- ✓ ***Tonte, Débroussaillage, l'évacuation des déchets verts et autres détrit*** ***Annexe mairie-LCR et avenue PRIPRI***
- ✓ ***L'entretien des fossés et caniveaux, nettoyage des têtes de buses et avaloirs des eaux pluviales***
- ✓ ***La Taille de forme et d'entretien des haies et arbustes***
- ✓ ***L'élagage***
- ✓ ***Nettoyage espace marché, Ramassage des corbeilles de propreté, remplacement des sac poubelles et évacuation des déchets***
- ✓ ***Ramassage des corbeilles de propreté, remplacement des sacs poubelles et évacuation des déchets***

3.2. REGLES D'ENTRETIEN DE BASE

3.2.1. Entretien général :

Pendant toute la durée des travaux, les voies, accotements du domaine public, devront toujours être maintenues en état de propreté.

- Il est interdit de laisser des détrit
- Ces détrit
- Les détrit

En cas, de non-respect de ces obligations, le titulaire sera seul responsable des conséquences.

Les surfaces à entretenir sont décomposées en deux (2) catégories :

3.2.2. Surface de catégorie A : Voir annexe 2

La fréquence des coupes doit permettre de maintenir l'aspect uniforme et homogène des espaces verts, la hauteur de coupe étant de cinq (5) centimètres.

SERVICES TECHNIQUES

Le matériel préconisé pour cette catégorie :

- Autoportées,
- Tondeuses,
- Débroussailleuses,
- Autres matériels adaptés,

La fréquence d'entretien régulier est de six (6) passages par an, soit 1 passage tous les 2 mois en moyenne.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de moduler les fréquences d'intervention en fonction des besoins et contraintes de la collectivité. Dans ce cas, le titulaire sera informé dans les délais impartis.

3.2.3. Surface de catégorie B : Voir annexe 2

La fréquence des coupes doit permettre de maintenir l'aspect uniforme et homogène des espaces verts, la hauteur de coupe étant de deux (2) centimètres.

Le matériel préconisé pour cette catégorie :

- Tracteur (Epareuse/ giro/ rotor broyeur),
- Tondeuse à moteur thermique
- Tondeuse auto-portée
- Débroussailleuses,
- Autres matériels adaptés,

La fréquence d'entretien régulier sur l'Avenue PRIPRI SOULA et l'Annexe Mairie de SOULA-LCR est de deux (2) passages par mois.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de moduler les fréquences d'intervention en fonction des besoins et contraintes de la collectivité. Dans ce cas, les titulaires seront informés dans les délais impartis.

3.2.4. Le ramassage des corbeilles :

La fréquence de ramassage s'effectue une (1) fois par semaine selon les modalités suivantes :

- **Les déchets sont évacués et remplacés dans des sacs plastiques prévus à cet effet.**

3.2.5. Le nettoyage de l'espace marché

Le nettoyage de l'espace marché de soula s'effectuera tous les samedis matin avant 6h00 qui est l'heure de début du marché et un deuxième nettoyage en fin de marché à 14h00.

Le nettoyage de l'espace marché de soula, comprend le ramassage des corbeilles de propreté, le remplacement des sacs poubelles et évacuation des déchets.

Ce qui correspond en moyenne à huit (08) passages par mois de prestation.

3.2.6. Taille des haies, arbustes et arbres (hauteur d'homme)

3.2.6.1. Taille des arbustes

Le titulaire confiera le travail de taille à des jardiniers qualifiés.

La taille des arbustes se fera en respectant la forme et le port de l'arbre.

Une concertation entre les deux parties devra être faite.

La taille des arbustes se pratiquera en diminuant les vieux bois au profit des jeunes pousses et en éclaircissant le cœur du sujet.

Ces travaux devront respecter la forme naturelle de l'arbuste, sauf prescription particulière indiquée de façon précise par la collectivité.

Au cours des travaux, les branches à conserver ne doivent être ni éclatées, ni écorcées. Les écorchures éventuelles seront mastiquées.

Selon la nécessité, le titulaire procèdera à l'abattage ou à l'élagage des arbustes qui présentent un danger pour les constructions ou la circulation du public.

Le sol des haies recevra les mêmes soins que celui des arbustes. Les végétaux seront taillés dès nécessité.

3.2.6.2. Tailles de haies

Taille de haies sur 3 cotés, à la hauteur voulue, y compris suppression d'une partie des pousses de l'année.

Après travaux de taille, le sol sera parfaitement nettoyé et les bois et déchets enlevés hors du chantier.

Haies de toutes variétés.

3.2.6.3. Taille d'arbres (Hauteur d'homme)

I.2 Le titulaire informera impérativement la collectivité par écrit pour toutes les opérations de taille d'arbres.

3.2.6.4. Entretien des caniveaux, fossés, fils d'eau et avaloirs :

Les caniveaux, fossés, fils d'eau et avaloirs seront curés et nettoyés à la demande du maître d'ouvrage, dans la limite du nombre de passages déterminé dans le DPGF. Pour que leur bon fonctionnement soit préservé, **les déchets doivent être évacués immédiatement.**

3.2.6.5. La taille d'entretien des haies et arbustes

3.2.6.6. L'élagage

3.2.6.7. La protection et l'installation de sécurité des biens matériels en alentours (voitures, immeubles, passants).

3.2.6.8. L'entretien autres espaces verts indiqué dans l'annexe N°2

3.2.7. Prestations complémentaires

Les prestations complémentaires ponctuels pourront être effectués à la demande du pouvoir adjudicateur sur la base de devis spécifiques, hors marchés.

3.2.8. Travaux faits en lieu et place

En cas de non-exécution des travaux conformément au planning prédéterminé, le pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter quelques soient les travaux demandés à un titulaire, par une autre entreprise n'ayant rien à voir avec les marchés en cours.

Il pourra également être appliquées les pénalités de retard selon les modalités de calcul indiquées dans le CCAP, majorées éventuellement des préjudices causés.

Le montant du principal et accessoires sera déduit de la facture du titulaire du mois en cours.

4. ARTICLES 4 – DOSSIER D'EXECUTION

Avant tout début d'exécution des travaux, Le titulaire devra établir un dossier d'exécution comprenant :

- ✓ Le planning des travaux,
- ✓ Le personnel affecté par type de poste,
- ✓ L'organisation du chantier,
- ✓ La circulation des engins (le matériel utilisé et son identité),
- ✓ Le Mode d'exécution de la prestation,
- ✓ D'une manière générale, toutes les dispositions envisagées afin de permettre un entretien optimal des espaces verts.

Le titulaire devra mettre en œuvre tout moyen qu'il juge nécessaire afin de respecter l'objectif de résultat dès le premier jour d'exploitation.

5. ARTICLES 5 – MAINTIEN EN ETAT DES VOIES ET RESEAUX

Le titulaire sera responsable du maintien en bon état des voies, réseaux, clôtures et installations de toute nature, publiques ou privées, effectué par ses propres travaux.

Il devra, de ce fait, faire procéder à tous travaux de réparation, de réfection ou de nettoyages nécessaires.

Il devra permettre, le passage de la circulation générale ou locale, l'exécution des services publics (ramassage des ordures, nettoyage de rues etc...), ainsi que l'écoulement des eaux superficielles ou profondes.

Le titulaire devra s'assurer directement auprès des administrations ou concessionnaires, de la position des différents ouvrages et réseaux qui pourraient se trouver sur le terrain, objet des travaux.

Le titulaire engagera donc, les travaux en toute connaissance de cause et en cas de sinistre,

soit de son fait, soit d'un manque d'information de la part de l'administration.

Il devra faire une déclaration auprès de sa compagnie d'assurance dans les délais et formes, prévus à son contrat d'assurance.

L'absence de déclaration d'assurance impliquera automatiquement la prise en charge par l'entreprise vis-à-vis du sinistre, du montant des travaux de réparation.

B. DIPOSITIONS TECHNIQUES

6. ARTICLES 6 – DEFINITION DES TRAVAUX

6.1. Textes législatifs et réglementations pour les déchets

Après l'exécution des travaux, les déchets devront être gérés et traités par les entrepreneurs dans le cadre de la législation en vigueur à ce sujet, notamment :

La **Loi n°92-646 du 13 juillet 1992** fixant les priorités de la politique des déchets, l'organisation du transport des déchets et sa limitation en distance et en volume ; la valorisation des déchets par réemploi ou recyclage. (Modification des lois de 1975 et 1976) (JO 14 juillet 1992) Cette loi prévoit de réserver la mise en décharge aux seuls déchets ultimes, à compter du 1^{er} juillet 2002

6.2. Frais de gestion, de traitement et d'élimination des déchets

Tous les frais et coûts de gestion résultant des travaux, c'est-à-dire traitements de valorisation et/ ou d'élimination des déchets sont à la charge des entrepreneurs.

Il devra transporter ses déchets verts vers la plate-forme de compostage de Matoury.

6.3. Travaux d'entretien

Avant toutes opérations, Le titulaire est tenu de procéder à l'enlèvement des déchets superficiels impropres.

A l'occasion de ses interventions, il devra ramasser les détritrus, puis les introduire dans des sacs de poubelles, qui seront évacués vers la décharge contrôlée.

Une fois le terrain propre, Le titulaire pourra commencer ses travaux de tonte.

La méthode de collecte sera au choix de l'entreprise.

7. ARTICLE 7 – MATERIELS D'EXECUTION

En fonction des types de surfaces à entretenir et de la catégorie, le titulaire devra toujours adapter son matériel à l'environnement.

7.1. Tonte des pelouses et travaux complémentaires :

Les surfaces engazonnées seront entretenues afin d'obtenir une occupation du sol constante et régulière.

La tonte du gazon sera faite à la tondeuse à lame rotative ou à la lame hélicoïdale, avec des bacs collecteurs de préférence.

SERVICES TECHNIQUES

Le rotor fil ne sera utilisé que dans les zones inaccessibles à la tondeuse.

L'utilisateur du Rotor fil aura soin de ne pas blesser le pied des arbres et arbustes.

La coupe doit être uniforme (le gazon constitue un tapis régulier sans ondulation ni traces d'ornières) et franche les extrémités des feuilles ne sont pas mâchées.

Dans tous les cas, les travaux comprennent ; le tri sélectif des déchets et détritiques (papiers, cailloux, feuilles, bois morts, etc.) sur les surfaces intéressées, enlèvement des herbes projetées sur les aires non gazonnées, le balayage ou le lavage des surfaces souillées par du sable, de la terre végétale.

L'enlèvement et l'évacuation des produits des tontes et de déchets de toute nature seront effectués dans l'immédiat.

Le découpage des bordures sera fait manuellement ou mécaniquement, tout en respectant le tracé initial.

7.2. Taille des arbustes et des haies

7.2.1. Taille des arbustes

Le titulaire confiera le travail de taille à des jardiniers qualifiés.

La taille des arbres se fera en respectant la forme et le port de l'arbre.

Une concertation entre les deux parties devra être faite.

La taille des arbustes se pratiquera en diminuant les vieux bois au profit des jeunes pousses et en éclaircissant le cœur du sujet.

Ces travaux devront respecter la forme naturelle de l'arbuste, sauf prescription particulière indiquée de façon précise par la collectivité.

Au cours des travaux, les branches à conserver ne doivent être ni éclatées, ni écorcées. Les écorchures éventuelles seront mastiquées.

Selon la nécessité, le titulaire procèdera à l'abattage ou à l'élague des arbustes qui présentent un danger pour les constructions ou la circulation du public.

Le soin des haies recevra les mêmes soins que celui des arbustes. Les végétaux seront taillés dès nécessité.

7.2.2. Tailles de haies

Taille de haies sur 4 cotés, à la hauteur voulue, y compris suppression d'une partie des pousses de l'année.

Après travaux de taille, le sol sera parfaitement nettoyé et les bois et déchets enlevés hors du chantier.

Haies de toutes variétés.

7.3. Ramassage des détritiques divers

Les papiers, détritiques de toute nature, seront ramassés et enlevés avant tous travaux de tonte.

La méthode de ramassage se fera à l'aide d'un chariot de propreté, muni d'une pince, ou d'un pique papier, avec balai de voirie et de pelle.

Il est rappelé à l'entreprise que le tri-sélectif doit être effectué à chaque ramassage.

8. ARTICLE 8– REUNION DE CHANTIER – RAPPORT D’ACTIVITÉS ET CONTRÔLES

Une réunion de chantier sera organisée après chaque prestation/ intervention (jour ouvrable) avec le représentant du maître d’ouvrage et Le titulaire.

Ce dernier, pour chaque secteur effectué, devra remettre un rapport d’activité dans lequel il fera apparaître toutes les opérations qu’il aura effectuées sur les différentes surfaces à entretenir.

Dans ce compte-rendu figurera également les surfaces tondues, le nombre de personnes présents sur le chantier, ainsi que la liste des matériaux et matériel utilisés.

De plus, il devra détailler les lieux d’interventions et végétaux entretenus.

Toutes ces opérations définiront la durée des travaux réalisés en temps réel avec une grille représentant le rendement effectué par les prestataires. (Objectifs atteints ou pas. Ce document sera établi par la collectivité et signé par les deux parties).

9. ARTICLE 9 – LE PERSONNEL

9.1. Généralités

Le titulaire indiquera le nombre d’ouvriers par équipe et précisera les missions qu’ils devront réaliser. Il devra fournir tout le personnel et le matériel nécessaire aux travaux d’entretien.

Comportement général :

Le personnel du Titulaire doit porter une attention particulière :

- A la protection des usagers, ainsi qu’à leur libre passage sur le trottoir ou la chaussée.
- A la préservation du mobilier urbain.
- A la préservation des cheminements empruntés (sols, barrières, portes, etc.).
- A la préservation des véhicules.

Il est interdit aux agents :

D’avoir un comportement agressif ou irrespectueux vis- à- vis des administrés ou des représentants de la Collectivité.

De se livrer au chiffonnage, de solliciter et recevoir des pourboires quelconques.

9.2. Remplacement d’un agent

La collectivité se réserve le droit d’exiger au titulaire sans indemnité, le remplacement des agents dont le travail ou la tenue n’apparaîtrait pas satisfaisant à la collectivité.

10. ARTICLE 10 – MATÉRIELS ET SECURITE

Lors de sa proposition, Le titulaire devra tenir compte de :

- la mise en place,
- la maintenance,

SERVICES TECHNIQUES

- la dépose et le repli de tous les équipements de passage et de sécurité.
- Toutes les barrières, gardes corps et autres protections nécessaires ;

Notamment :

La signalisation de jour et tous les équipements de sécurité qui s'avèreraient nécessaires.

Il devra fournir la liste du matériel motorisé qu'il mette en œuvre pour la réalisation de sa mission.

La fourniture et l'entretien des matériels sont à la charge du titulaire, les prix seront calculés sur la base d'utilisation d'un tracteur, gyrobroyeur ainsi que tondeuses, débrousailluses, véhicules et matériels divers de qualité et en quantité suffisante, pour assurer l'intégralité des prestations définies.

II. ARTICLE II – GARANTIE

Le titulaire sera garant de la bonification des espaces verts de la ville.

Il devra également fournir un compte rendu de fin de prestation aux adresses suivantes :

- services.techniques@villedemacouria.fr
- stdossou@villedemacouria.fr

Macouria, le

Lu et accepté

Par l'entreprise

(Signature et cachet)